

« Notre tour est venu de prendre des risques »

RD CONGO Le rêve de changement des jeunes essaime sur l'ensemble du continent

► Face à la crise politique, les mouvements citoyens se multiplient.
► Et la mobilisation des jeunes fait peur au pouvoir.

Dans un Congo à la dérive, où les poches de violence se multiplient, où la classe politique s'enfoncé dans les compromissions et où même l'Église catholique jette l'éponge, dans ce pays où la mauvaise gestion de l'économie n'est que la conséquence de politiques fondées sur la prédation, vers où se tourner pour déceler quelques signes d'espoir ? A quoi se raccrocher pour garder foi en l'avenir ?

Les chercheurs du Grip - Groupe de recherche et d'information sur la paix -, au risque de passer pour des naïfs, ont voulu, malgré tout, parier sur l'avenir. S'inspirant des mouvements qui ont secoué le Sénégal et le Burkina Faso (Y'en a marre et le Balai citoyen), ils ont consacré un livre à « une jeunesse africaine en quête de changement », ouvrage (1) dans lequel l'évolution du Congo se taille la part du lion. Un livre résolument optimiste, même si l'emprise de ces divers mouvements est parfois surdimensionnée par rapport à d'autres pesanteurs...

Invités à Bruxelles, Floribert Anzuluni et Carbone Beni, animateurs de Fi-

limbi (« sifflet » en swahili) ont expliqué à quel point les luttes des jeunes de leur pays s'inscrivaient dans une vaste vague de fond qui secoue tout le continent : « Malgré la croissance économique, la fracture sociale se creuse et frappe surtout les jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Condamnés au chômage, ils doivent choisir entre la poussée migratoire vers l'Europe ou la révolte. Ceux qui l'on appelle parfois les "intellectuels oraux" sont des blogueurs, des artistes, des communicateurs, des gens qui maîtrisent les réseaux sociaux, communiquent rapidement et efficacement, inventent des mots d'ordre, des slogans. Grâce aux progrès de la téléphonie mobile, leur capacité de mobilisation déconcerte les pouvoirs en place et leur permet de mener de véritables guérillas urbaines, fondées sur des actions ponctuelles, des messages simples et provocateurs. »



« L'alternance est une étape essentielle à la construction de la démocratie »

FLORIBERT ANZULUNI

A la fin de l'année dernière, Filimbi, très actif à Kinshasa, et Lucha (Lutte pour le changement), un mouvement né à Goma après la dernière attaque des rebelles du M23, qui exprimaient la frustration de la jeunesse face aux compromissions de la classe politique, durent ajourner leurs rêves de changement démocratique et faire face à une répression accrue. « On nous a qualifiés de terroristes, de subversifs », rappelle Floribert Anzuluni, tandis que Carbone Beni confirme : « Nous évoluons dans un univers hostile aux revendications démocratiques et faisons face à une forte répression. » Durant 14 jours, Carbone fut emprisonné dans des conditions très dures au camp Tshatchi dont neuf passés dans une cellule souterraine pour avoir, comme beaucoup d'autres, simplement demandé au chef de l'État de respecter les termes de la Constitution et de ne pas prolonger son mandat...

Malgré la mobilisation des jeunes Congolais qui, selon les deux activistes,

demeure très réelle dans les principales villes du pays, les mouvements citoyens vivent des moments difficiles : « On nous reproche d'être des mouvements citadins, mais nous manquons de moyens matériels pour nous déployer dans les zones rurales », explique Floribert Anzuluni.

« Lorsque nous sommes arrêtés, la torture morale est permanente, nous sommes privés de nourriture, d'hygiène, interrogés sans relâche », rappelle Carbone Beni. Tous deux nient que leurs mouvements puissent être financés, sinon suscités par des forces extérieures : « Si Soros nous donnait de l'argent je ne cracherais pas dessus », ironise Anzuluni ; « Nos exigences sont dictées par la situation intérieure du pays, non par l'étranger... »

Ce qui n'empêche qu'à l'égard de ces mouvements citoyens la méfiance du pouvoir est maximale : ils sont considérés par le régime comme une sorte

d'« ennemi intérieur » d'autant plus subversif qu'il refuse l'argent de la corruption. C'est pourquoi les stratégies du pouvoir évoluent : les mouvements citoyens sont désormais infiltrés, ou font face à des organisations concurrentes soutenues par les services de renseignement. « Cela va nous obliger à mieux contrôler nos membres, à les identifier, afin de déjouer d'éventuels provocateurs », soupire Anzuluni.

Pourquoi le respect de la Constitution et l'exigence du départ du président Kabila sont-ils le principal thème de ces revendications de la jeunesse ? N'y aurait-il pas d'autres urgences ? « Si nous nous focalisons sur l'alternance, c'est parce qu'il s'agit d'une étape essentielle à la construction de la démocratie », explique Anzuluni. Tous deux insistent aussi sur le principe de la non-violence : « Même si on nous qualifie de naïfs, nous refusons toute perspective de lutte armée. On a trop vu où menait le recours à la violence... Des millions de morts, cela suffit... »

Pour Carbone, qui se prépare à rentrer au Congo en dépit des risques, « c'est sur place qu'il faut mobiliser, même si nous comptons sur le soutien de la diaspora. Nos mouvements s'inscrivent dans la continuité des luttes africaines. Cette fois, notre tour est venu de prendre des risques et nous souhaitons impliquer d'autres catégories de la population, les mamans maraîchères, les syndicats, les cadres d'entreprise... Il faut savoir que nombreux sont les jeunes cadres qui nous aident, nous financent discrètement. Nous sommes toute une génération qui veut le changement, nous sommes là pour prendre des risques... Il nous faut aussi sensibiliser l'armée pour que, le moment venu, les soldats, à l'instar de ce qui s'est passé au Burkina Faso, refusent de tirer sur leurs frères... »

COLETTE BRAECKMAN

(1) Une jeunesse africaine en quête de changement, Grip, ouvrage collectif par Claire Kupper, Michel Luntumbue, Pierre Martinot, Boureïma Ouedraogo, Ndongo Samba Sylla, Morgane Wirtz, 144 pages.



Le mouvement citoyen Lucha a pris la tête de la contestation à Goma. Avec détermination... © ANADOLU AGENCY

CRISE POLITIQUE

« Un Premier ministre dans les 48 heures »

Le président congolais Joseph Kabila a annoncé mercredi la nomination « dans les 48 heures » d'un nouveau Premier ministre pour diriger le gouvernement de la République démocratique du Congo en application de l'accord de sortie de crise conclu entre le pouvoir et l'opposition. « Le Premier ministre sera impérativement nommé dans les 48 heures », a annoncé le chef de l'État devant le Parlement réuni en congrès. M. Kabila a invité le Rassemblement, la coalition créée par l'opposant historique défunt Etienne Tshisekedi, « à surmonter ses querelles intestines » et à lui présenter « une liste des candidats » au poste de Premier ministre. (afp)

témoignages Pour les jeunes entrepreneurs, « tout est encore possible »

Où, il est possible d'être jeune au Congo, de prendre des initiatives et de réussir économiquement sans se compromettre. Lauréats du prix de la gouvernance d'entreprise en RDC, décerné par la Fondation Roi Baudouin, trois jeunes Congolais, purs produits de cette société en mutation, ont été invités en Belgique pour témoigner de leur parcours : Laurent et Frédéric Mukashirwa et Yvonne Kusuedusa. Les deux premiers ont créé en 2010 la société Jambo sur base d'une idée simple : au départ des fruits disponibles au Congo (mangues, goyaves, ananas, pamplemousses, oranges...), créer une gamme de jus de fruits naturels, commercialisés dans les marchés et supermarchés des grandes villes. Vendus à des prix abor-

dables (c'est là tout le défi...) ces jus « nationaux » devraient à terme réduire la dépendance aux produits importés, ces « sucrés » venus d'ailleurs qui font l'ordinaire des Congolais. Avec un chiffre d'affaires de 750.000 dollars, les perspectives sont bonnes, en dépit de la faiblesse du pouvoir d'achat local.

Quant à Yvonne Kusuedusa, cette pétulante femme d'affaires originaire du Bas-Congo a eu l'idée, voici dix ans, de créer une société de services, « Pay Network », qui assure une sorte de secrétariat social pour les entreprises, se chargeant de la paie des travailleurs et veillant au respect des lois sociales et autres dispositions légales, souvent considérées comme un casse-tête. Au fil du temps, « Pay Network », qui joue

avec le « mobile banking » (paiements via le téléphone portable...) et s'est assuré la collaboration de toutes les banques de la place, a appris à se battre avec les agents de l'État, à faire respecter à la fois la loi et les droits des travailleurs et 353 employés dépendent déjà de ses bons offices. Yvonne Kusuedusa, qui a étudié à l'université protestante de Kinshasa est une « dame de fer dans un tailleur de velours » : « Je connais toutes les lois par cœur, et avec moi, aucune tentative d'extorsion, aucune manœuvre ne peut réussir. »

« Le potentiel est considérable »

Sans nier la corruption du système, les trois jeunes entrepreneurs estiment qu'il y a moyen, malgré tout, de fon-

ctionner dans le cadre de la loi, à condition de bien connaître les règles et de se montrer ferme. Tous affrontent cependant des difficultés comparables : « Le capital humain des jeunes Congolais est réel, le potentiel considérable. Mais les lacunes sont immenses à cause des insuffisances de l'enseignement qui a été brisé... C'est pourquoi de nombreuses entreprises repèrent les jeunes talents et leur fournissent une formation supplémentaire. Et cela marche : nombreux sont les jeunes qui s'accrochent, qui saisissent toutes les opportunités... »

Pourquoi de telles carences dans l'enseignement ? Laurent explique : « A cause du manque de moyens, mais aussi parce qu'au moment des choix d'orientation, les plus faibles sont orien-

tés vers... la pédagogie et formés pour devenir à leur tour des professeurs... » L'énergie qui irradie la société donne cependant de l'espoir aux jeunes entrepreneurs, mais tous le reconnaissent : « Ce qui manque, c'est la tête : il faut quelqu'un qui remette le pays en marche, un chef qui ramène l'espoir... »

Les deux jeunes sociétés entendent bien grandir, dans un cadre congolais. Jambo, la société productrice de jus, emploie 20 travailleurs à temps plein, chez Yvonne les effectifs s'élèvent déjà à 134 employés, et tous en dépit de la crise, assurent que les perspectives sont bonnes : « Dans notre pays, tout est encore possible, notre génération n'a pas droit à l'erreur... »

C. B.